

CNIL : un premier bilan

La Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) fonctionne depuis quatre ans maintenant puisqu'elle a été installée le 5 décembre 1978. La loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés qui crée la CNIL venait après des affaires retentissantes comme SAFARI (cf Terminal 19/84 n° 2/3) définir les limites dans lesquelles les individus pourraient être fichés.

La Commission est tenue par la loi de 1978 de publier un rapport d'activité au cours du dernier trimestre de chaque année. A la date de rédaction de cet article, deux rapports sont parus. Ils couvrent la période allant de la fin de l'année 1978 au 15 octobre 81. Terminal 19/84 a consacré plusieurs articles à la CNIL. Le CIII a esquissé déjà également une position par rapport à cette Commission. Depuis plusieurs mois, l'idée a germé de tenter de tirer un bilan de l'activité de l'organisme officiel qui définit les limites à assigner à l'informatique pour que les libertés soient sauvegardées.

COMMENT agit la CNIL ? Comment se comporte-t-elle par rapport aux traitements informatiques ? A-t-elle les moyens de son action ? Est-ce un instrument efficace pour la défense des libertés dans le domaine de l'informatique ? Que peut-on envisager de faire pour rendre cet outil apte à mieux contrôler les fichages ?

A ces questions, les lignes qui suivent vont tenter d'apporter réponse.

La CNIL contrôle-t-elle tous les fichiers ? La réponse est non. Certes, il y a peu de limites juridiques au contrôle de cette Commission. En effet, d'après les articles 15 et 16 de la loi de 1978, la CNIL peut examiner tous les fichiers automatisés comportant des informations nominatives. Et, quand il y a une exception, elle va dans le bon sens puisqu'alors, selon l'article 15, certains traitements ne peuvent être mis en œuvre que s'ils sont autorisés par une loi. La limite juridique n'existe que pour le droit d'accès de l'individu puisque certains fichiers concernant la sûreté de l'État, la défense et la sécurité publique (art. 39) et les informations médicales (art. 40) ne peuvent être consultés que par la procédure du droit d'accès indirect exercée par un magistrat dans le premier cas, par un médecin dans le deuxième. Toutes ces précisions juridiques ont d'ailleurs déjà été développées dans les publications du CIII (cf *Guide du fiché* inséré dans le n° 8 de *Terminal* 19/84).

Les échappatoires

Le problème est que la CNIL ne connaît qu'une partie des traitements nominatifs informatisés. Citons quelques chiffres. Au 1^{er} octobre 1980, la CNIL avait enregistré 11 949 déclarations et 16 812 déclarations entre le 1^{er} octobre 1980 et le 30 septembre 1981. C'est peu si on rapproche ces chiffres du nombre total estimé de traitements qui

devraient être soumis à la Commission (de 150 000 à 200 000 d'après le deuxième rapport de la CNIL). Le troisième rapport montrera peut-être que le rythme s'accélère. Espérons-le. En tout cas, si on considère que les traitements déjà déclarés peuvent évoluer et que toute modification substantielle oblige à une nouvelle déclaration, la CNIL a du pain sur la planche !

Le nombre insuffisant de déclarations enregistrées n'échappe pas à l'attention de la CNIL. Dans un entretien accordé à *Temps Réel*, (n° 25 du 30/11/1981) le président de la Commission, J. Thyraud, déplorait les retards importants pris dans les déclarations de fichiers auprès de la CNIL. Les retards étaient surtout à mettre au passif des entreprises puisque les administrations avaient respecté les délais à 98 %. Ces retards impressionnants sont observés alors que la CNIL a multiplié les procédures simplifiées et que les délais accordés ont été prolongés. L'ampleur du phénomène appelle des explications.

Des moyens pauvres ?

Une première réponse est donnée par J. Thyraud lui-même, l'ignorance. Beaucoup d'institutions développant des traitements automatisés ignorent la loi ou plus souvent ne pensent pas qu'elle s'applique aux systèmes qu'elles mettent en œuvre. Ce peut être le cas de petites entreprises, d'associations... La bureaucratie serait une deuxième réponse. Le temps mis à constituer un dossier présentable à la CNIL serait considérable. Sans doute, mais largement reste faible puisque les administrations qui ne sont pourtant pas des modèles de légèreté de structures sont largement en règle. En fait, il se trouve certainement des gens pour penser que le meilleur moyen d'échapper au contrôle de la CNIL est de ne pas bouger. Signalons au passage qu'un fichier manuel est souvent

plus discret, plus facilement dissimulable qu'un fichier informatisé. Un fichier manuel est généralement plus petit, les possibilités d'éparpiller volontairement les informations pour les cacher plus facilement sont parfois plus grandes. La CNIL a-t-elle les moyens de connaître ce qu'on ne lui déclare pas et d'examiner vraiment ce qu'on lui soumet ? Non sûrement pas ! Elle dispose bien entendu d'un budget propre (un peu plus de dix millions de francs en 1982), de 17 membres-commissaires, d'un micro-ordinateur *Réa-lité 2000* (64 ko, deux disques de 78 millions de caractères chacun, deux imprimantes, trois claviers-écrans... selon le premier rapport) et de personnel salarié (environ trente à quarante personnes). La loi prévoit et J. Thyraud en confirme l'usage (pour la première fois à Lille en 1981) que la CNIL peut avoir recours à des magistrats de cour d'appel pour exercer son contrôle. Il échappera à personne que ce sont là des moyens bien faibles même si les commissaires se consacraient à plein temps à leur activité « Informatique et liberté », ce qui n'est pas le cas pour des raisons diverses. On verra dans l'encadré sur la position du CIII par rapport à la CNIL et plus loin dans cet article quelles pourraient être les solutions pour que cette Commission travaille plus efficacement.

Cette question des moyens limités attribués à la CNIL n'est pourtant pas un obstacle insurmontable. L. Joinet, ancien directeur à la CNIL, qu'Alain Peyrefitte, alors ministre de la Justice, avait tenté d'écarter de son poste à la fin de 1980, estimait dans un entretien accordé à *Temps Réel*, (n° 4 du 29/12/1980) que seuls 5 % des traitements automatisés d'informations nominatives étaient dangereuses pour les libertés. Avec des ressources constantes en hommes et en moyens matériels, la CNIL pourrait accomplir correctement sa mission si elle se concentrait sur ces traitements à problèmes plutôt que d'accueillir et de traiter les déclarations de fichiers de façon exhaustive. Bien sûr, ce contrôle sélectif reste une idée dont l'application serait difficile. Cette suggestion mérite quand même réflexion. Evidemment, tout serait beaucoup plus simple si les « fumeurs » étaient toujours décidés à coopérer pleinement avec la CNIL. Cette illusion pourtant semble imprégner l'esprit de J. Thyraud qui (*Temps Réel* n° 25 sus-cité) mise beaucoup sur la concertation pour accroître l'efficacité de la CNIL comme nous allons le voir maintenant.

La CNIL et la concertation

Dans son deuxième rapport, la CNIL expose sa politique de concertation, de conci-



liation de la manière suivante (p. 17 et p. 18) : « La position qu'elle adopte collégialement n'est pas toujours aussi tranchée que le souhaiteraient certains. Elle doit faire un choix entre des avantages et des inconvénients, avec le souci de tracer de saines limites à l'intérêt général invoqué par les administrations dont il est la raison d'être. Il lui est arrivé de refuser des projets, le plus souvent, elle les amende.

La portée des modifications qu'elle propose et obtient n'apparaît pas à la lecture des textes réglementaires instituant le traitement et qui, selon l'usage, font seulement état de sa consultation dans les visas préliminaires.

Il paraît donc intéressant de souligner dans la description d'avis significatifs les résultats qu'elle a obtenus au cours des instructions auxquelles elle a procédé. Les principaux avis figureront in extenso en annexe. Ils ne sont pas en effet publiés au Journal Officiel et leur connaissance peut être utile pour la diffusion de la doctrine de la Commission.

Il y a lieu de souligner que, jusqu'à maintenant, il n'a jamais été passé outre aux avis de la Commission, alors que la procédure en Conseil d'État, prévue par la loi, permettait éventuellement de la faire. La Commission estime que le respect porté à ses décisions est le fruit de la concertation qu'elle s'efforce de toujours entretenir avec ses interlocuteurs.

En effet, quant la CNIL rend un avis dans un domaine jugé « sensible », ce n'est qu'après une discussion plus ou moins longue avec l'organisme qui s'occupe du fichier concerné. Prenons quelques exemples.

AUDASS

On se souvient que ce système a été vigoureusement contesté par des usagers. Après négociations avec le ministère de la Santé, la CNIL a rendu un avis favorable assorti de réserves (p. 19 du deuxième rapport) ; les voici :

- que les mentions « nom de l'em-

ployeur du chef de famille, son numéro de sécurité sociale, sans utilité pour la gestion de l'aide à l'enfance » soient supprimées ;

- « que les données enregistrées soient effacées quinze mois après que les enfants aient quitté le service » par souci de confidentialité ;

- que la gestion des données « ne soit confiée qu'à des centres relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministère de la Santé et dont le personnel est tenu au secret professionnel » etc.

Voilà de belles réserves ! On supprime des informations inutiles, on fixe un délai minimum à la conservation des données. Ce ne sont là que des préoccupations de bonne gestion que le ministère pouvait proposer de lui-même. Quand au centre informatique de traitement, on peut se demander s'il n'y a pas là un simple problème de rivalité interministérielle. Pour qui est dans la confiance, le choix réside essentiellement entre les ordinateurs des préfectures et ceux des centres hospitaliers. Dans le premier cas, il y a suspicion contre des centres informatiques relevant du ministère de l'Intérieur, dans le deuxième cas, la CNIL s'est laissée convaincre que les centres informatiques hospitaliers présentaient toute garantie de secret médical ou professionnel, ce qui est exagéré.

La carte d'identité

La CNIL a examiné séparément les projets sur le titre de séjour des étrangers (deuxième rapport p. 19 et suivantes) et « la carte nationale d'identité informatisée ». Elle a rendu des avis favorables sur ces deux projets en émettant pour chacun un certain nombre de réserves ou recommandations qu'il n'est pas possible de reproduire ici entièrement (sur la carte d'identité, cf premier rapport p. 48 à p. 52). Pourquoi la Commission a-t-elle finalement donné des avis favorables alors que le ministre de l'Intérieur nommé après mai 1981 a fait arrêter la fabrication des cartes nationales d'identité

informatisées en ce qui concerne d'ailleurs les seuls français ? Pour le titre de séjour des étrangers, l'affaire a suivi son cours « normal » commencé avant mai 1981. Dans le cas de la CNIL, donc, il y avait là une bonne occasion de refuser un système contestable que la Commission n'a pas saisi. Qu'on se le rappelle ! Le ministère de l'Intérieur avait présenté deux demandes d'avis successives à la requête de la CNIL. La CNIL avait tenu une conférence de presse dans laquelle elle indiquait que « le respect des observations de la Commission reposait sur le « postulat démocratique » qui ne permet pas de mettre en doute les engagements formels de l'administration » (Premier rapport p. 51). La CNIL se félicitait que le ministère, dans le décret paru après avis de la Commission respectait bien les recommandations de celle-ci (Premier rapport p. 52). Et puis, on s'en souvient et on le verra plus loin, la bonne foi de ce ministère était loin d'être évidente. Il semble bien alors que la CNIL ait reçu un beau camouflet.

Les mentions obligatoires dans les questionnaires. L'exemple qui suit et qui est certes beaucoup moins crucial invite aussi à la réflexion. Que penser, en effet, du fait que la CNIL se soit contentée de « s'étonner » auprès du ministère du Budget « de ce que la direction générale des Impôts n'ait pas mentionné aux contribuables, dans son questionnaire relatif à la déclaration des revenus de 1980, le caractère obligatoire ou facultatif des réponses, les conséquences d'un défaut de réponse, les personnes physiques ou morales destinataires des informations et l'existence d'un droit d'accès et de rectification » ? (cf deuxième rapport p. 60). Evidemment, on n'allait pas jeter des milliers de questionnaires non conformes à la poubelle « pour si peu » ! La mensuétude de la CNIL a, en l'occurrence, pourtant le grave défaut de ne pas décourager de mauvaises habitudes. Comment s'étonner ensuite du nombre de questionnaires qui continuent d'être diffusés et qui ne comportent pas toutes ces informations rappelées ci-dessus et rendues obligatoires par la loi de 1973 ? (cf rubrique *Questionnaires inquisiteurs de Terminal 19/84*). Surtout quel pouvoir réel ont des gens de refuser, à bon droit, certaines réponses à des questionnaires trop « curieux » ?

Interpol

La discussion a été longue également entre la CNIL et Interpol. Cet organisme arguant de son caractère international prétendait que le droit français — la loi de 1978 en l'occurrence — ne lui était pas applicable et refusait l'accès à ces fichiers aux membres de la CNIL. Devinez qui a gagné ? Eh bien, c'est la CNIL car après un débat juridique complexe, Interpol a finalement **consenti** à permettre la consultation de ces fichiers par la procédure de l'accès indirect de l'article 39 de la loi de 1978 (deuxième rapport p. 69 et suivantes). Dans un tel cas, la CNIL qui ne manquait pas d'arguments juridiques à opposer à Interpol risquait de s'incliner devant un organisme puissant.

En définitive, dans toutes ces affaires mises en exergue par la Commission elle-

même, on constate donc que la procédure est souvent fort longue. Bien plus, la bonne foi d'un ministère peut parfois être mise en doute. Qu'on se réfère à l'attitude du ministère de l'Intérieur qui prétendait — dans l'affaire de la carte d'identité vue plus haut — ne pas utiliser les caractères de lecture automatisée optique OCRB (deuxième rapport p. 85 et suivantes) dont la CNIL lui avait interdit l'usage. Or, le contrôle sur place de la Commission a mis en évidence l'utilisation de caractères ressemblant de bien près, comme elle l'a souligné, à ces fameux caractères OCRB.

Quand on reste sur sa faim...

Dans le cas des fichiers des autorités militaires, la CNIL parle de rectifications apportées à des informations à la suite de vérifications et sur demandes individuelles. Hélas, elle ne précise pas quel genre de données ont été ainsi corrigées (premier rapport p. 86). On voit même (deuxième rapport p. 96 et suivantes) que les fichiers militaires peuvent déroger à l'article 31 de la loi de 1978 concernant « les origines raciales, les opi-

nions politiques, philosophiques ou religieuses ou les appartenances syndicales des personnes ».

Quand aux fichiers des polices et plus précisément dans l'affaire de Rouen qui porte sur les relevés de décisions judiciaires effectués par la gendarmerie (deuxième rapport p. 70 et suivantes), on peut se demander comment la CNIL pourra trancher entre les pratiques de fichage que défendent les polices et son rôle de faire respecter les libertés des citoyens. Il semble bien, comme en matière de carte d'identité, que c'est le pouvoir exécutif qui emportera la décision en optant lui-même pour la poursuite ou l'arrêt d'opérations critiquées — mais non condamnées — par la CNIL.

La CNIL évolue

Il y a cependant une évolution dans le rôle que s'attribue la CNIL. Dans le premier rapport, elle consacrait tout un chapitre à « Information et concertation ». Dans le second rapport, le chapitre correspondant devient « Interprétations, conseils, contacts, information ». La part consacrée aux « Ré-

clamations, pétitions et plaintes » ainsi qu'aux « contrôles » devient plus importante dans le deuxième rapport que dans le premier. Bien sûr, la CNIL estime toujours selon J. Thyraud (article précité) que « c'est par la morale et la déontologie que l'on atteindra les meilleurs résultats ». Elle compte, sur le double sens du mot sécurité (pour les informatisés, d'une part, pour les informatisants, d'autre part) pour que cette notion devenant une valeur économique rentable comme le montrait L. Joinet (autre article précité) les « mauvaises habitudes » disparaissent, que les fichiers soient nettoyés d'informations confidentielles mais souvent inutiles, que la vie privée des gens ne soit pas connue de tout le monde. De plus, la Commission — toujours selon J. Thyraud — s'emploie désormais à vérifier attentivement que dans une chaîne informatique tous les programmes vont bien dans le sens des objectifs attribués à un système, qu'il n'y a pas, selon son expression « détournement de finalité ».

GAMIN

Précisément la CNIL a utilisé déjà cette notion dans l'avis rendu sur le système GAMIN du ministère de la Santé (deuxième rapport p. 28 et suivantes). La Commission a considéré qu'une partie de traitement était contradictoire avec l'article 1 de la loi de 1978 « l'informatique doit être au service de chaque citoyen ». Il lui est apparu en outre que ce système « hétérogène » contrevenait à l'article 3 de la même loi « toute personne a le droit de connaître et de contester les informations et les raisonnements utilisés dans les traitements automatisés dont les résultats lui sont opposés ». La Commission a donc émis un avis partiellement défavorable sur GAMIN. Espérons que cette décision remarquable dans ces motifs ne restera pas exceptionnelle.

Une autre CNIL ?

Voyons à présent comment les libertés peuvent être compatibles avec l'informatique en examinant quel rôle nouveau la CNIL pourrait jouer en ce domaine.

Sa composition peut en premier lieu être modifiée (cf encadré : *Position du CIII sur la CNIL*). On peut envisager d'y faire entrer la question a d'ailleurs été posée à J. Thyraud par *Temps Réel* dans l'article susvisé — des représentants des syndicats ouvriers ou d'associations de consommateurs. Il est sûr que la composition sociologique actuelle de la Commission ne la prédispose pas à heurter les pouvoirs établis mais plutôt à se les concilier. Il faudrait surtout aussi des relais décentralisés, ou contact proche des fichiers. Une quinzaine de commissaires même aidés d'une trentaine de salariés et d'un mini-ordinateur, c'est peu face aux tâches écrasantes incombant à la Commission. Le recours à des magistrats de cour d'appel, certes utile, n'est pas suffisant. D'ailleurs fin 1981, cette aide n'avait encore été que rarement sollicitée.

Regardons donc ailleurs. Certaines législations étrangères prévoient la nomination



de correspondants « *Informatique et liberté* » dans les entreprises. En France même (cf encadré *Position du CIII sur la CNIL*) les Comités d'entreprises, les sections syndicales, des comités locaux d'utilisateurs pourraient être efficaces dans ce domaine.

Une autre loi ?

On a vu plus haut que la CNIL n'était guère limitée dans son activité par des contraintes juridiques puisque le champ d'action de la loi de 1978 est fort large. En fait, il convient d'apporter quelques précisions. Il est vrai que même les traitements manuels d'informations nominatives n'échappent pas

à la loi de 1978 (cf article 45 faisant référence à d'autres articles). Cependant la loi de 1978 présente certaines lacunes.

Elle ne concerne pas les traitements automatisés d'informations **non nominatives**. Or, comme le soulignent J.L. Missika et J.P. Faivret dans leurs articles des *Temps Modernes* parus avant l'entrée en vigueur de la loi de 1978, les traitements d'informations non nominatives peuvent être dangereux pour les libertés. La rapprochement de fichiers est alors rendu plus difficile et plus long, mais possible et, par recoupements, la situation d'un individu déterminé peut être cernée de façon précise.

La loi de 1978 n'autorise pas non plus la CNIL à rendre des avis — de caractère obligatoire — concernant les traitements nominatifs du secteur privé. En matière de fichiers du personnel en particulier (cf affaire Peugeot, *Temps Réel* n° 25) la CNIL ne peut que rendre publiques des recommandations.

Les salariés qui contestent des mentions contenues dans les fichiers du personnel de leurs entreprises sont obligés de recourir aux tribunaux ordinaires et non à la CNIL. L'absence d'une telle juridiction spécialisée rend alors les recours beaucoup plus aléatoires.

Notons aussi que la notion de « vie privée » a des contours assez flous. En l'absence

Position du CIII vis-à-vis de la CNIL

Il apparaît important à l'occasion de la publication de cet article portant sur le bilan de la CNIL après quatre ans d'existence de préciser la position du CIII par rapport à cette Commission. Certains jugements, sont apparus au fil des articles, que *Terminal 19/84* a consacré à l'informatique et aux libertés. Jamais encore le CIII n'a défini clairement sa position par rapport à cet organisme. Il le fait ici.

Une précision cependant : la position exprimée ci-dessous ne peut que refléter l'opinion majoritaire des membres du collectif d'animation du CIII et de la revue. Elle ne peut prétendre rendre compte de toutes les nuances de pensée de ces animateurs et encore moins engager l'ensemble des adhérents du CIII.

Le texte qui suit fait largement appel à une intervention faite par l'ancien directeur de notre publication J. Terce, à l'occasion d'un colloque organisé par le Mouvement d'écologie politique (MEP) sur le thème « *Technologie et société* » postérieurement au 10 mai 1981.

Le double rôle de la CNIL

Le CIII n'a pas une attitude purement négative par rapport à la CNIL. Il estime que cette commission est un instrument utile mais encore insuffisant. En fait, la CNIL joue un rôle à double sens. Son existence empêche que l'on fasse n'importe quoi, que des informations indiscretes, fausses, imprécises figurent dans les fichiers, que des renseignements ne correspondent pas aux finalités des traitements soient conservés en mémoire d'ordinateurs, que des interconnexions liberticides soient effectués.

Mais dans le même temps, la CNIL a pour fonction de rassurer le monde de l'informatique. On sait ainsi qu'à l'origine de la plupart des législations sur l'informatique se trouve un rapport d'IBM datant de 1973 et que donc les constructeurs, bien loin d'être effrayés par une réglementation du « bon usage » de l'informatique, l'appellent de leurs vœux. Cette réglementation permet le tri entre la « bonne » et la « mauvaise » informatique, d'organiser son domaine, d'éliminer les « canards boiteux » c'est-à-dire ceux qui ne respectent pas les règles du jeu dominantes. Elle favorise également l'encadrement des fantasmes que développent les gens sur l'informatique. L'existence de la CNIL rend le fichage propre car elle en limite les excès mais par, là-même, elle contribue à le développer.

Tout l'art consiste à se faire décerner une sorte de « label fichage propre » par la CNIL (et ce n'est pas toujours facile, il faut le reconnaître). Mais une fois ce label obtenu, qui (comment) pourrait contester un système approuvé par la CNIL ? Cette approbation constitue ensuite un argument-massue pour tous ceux qui critiquent un système de fichage même si leurs argumentations restent largement fondées.

La réglementation ouvre aussi la porte à une source de profit nouvelle. La notion de sécurité prend un sens neuf : il s'agit de protéger les fichiers non plus des concurrents, des « malfaiteurs ou personnels négligents » mais de préserver la vie privée des gens contenue dans ces fichiers des indiscretions des tiers. La profession nouvelle « d'experts en informatique et liberté » capable d'indiquer comment faire pour qu'un traitement soit validé par la CNIL ou simplement comment présenter un dossier ou informer sur la réglementation et la jurisprudence en la matière peut fleurir.

En fin de compte, la CNIL a des limites qu'il s'agit de connaître. L'État se réserve toujours la possibilité de faire le black-out sur ce qui lui paraît essentiel et de faire des concessions sur l'accessoire. Une exemple : la classification appliquée au fichier anti-terroriste empêche tout « curieux » d'avoir accès au dossier maintenant que le dossier a été validé par la CNIL. Suivons la chronologie de cette affaire. Le gouvernement amorce la création d'un fichier en laissant entendre sa constitution immédiate. « Brusquement », il se rappelle l'existence de la CNIL. Un dossier est constitué et présenté — apparemment — en toute hâte. La Commission — cédant à l'urgence — rend un avis dans des délais singulièrement brefs, faisant montre, en l'espèce, d'une rapidité de décision plutôt inhabituelle. Or, le cas est grave. Ce fichier a un contenu nettement politique. Et quand on « mesure le flou » rapporté par la presse sur le nombre de personnes devant figurer dans ce fichier, les raisons pour lesquelles on les y introduit et les informations réellement conservées à leur sujet une légitime inquiétude demeure (cf articles de *Terminal 19/84* n° 11 et 12). Cet événement constitue une bonne introduction à l'interrogation de Missika et Faivret dans *Les Temps modernes* : l'État (la CNIL). Peut-il contrôler vraiment l'État (les administrations) ?

Le CIII n'entend pas néanmoins rester sur cette notation pessimiste en rapportant ci-dessous l'intervention de J. Terce signalée plus haut qui offre des perspectives concrètes d'amélioration de la situation.

Contrôler l'informatique pour mieux l'orienter

L'ancien régime avait introduit un contrôle négatif de la collectivité et des individus sur l'informatique par la loi « Informatique et liberté ».

Celle-ci repose sur l'idée juste qu'il faut limiter les usages de l'informatiques pour éviter les effets liberticides.

Le Garde des Sceaux a estimé qu'il ne fallait pas toucher à la loi d'ici cinq ans. Celle-ci pourrait pourtant être améliorée. Par exemple, en rendant obligatoire la communication aux personnes de toute opération de mise en fiche, et en démocratisant la CNIL (ouverture à des syndicalistes et consommateurs, publicité des débats, auditions à l'instar des « hearing américains... »).

Mais le plus important est l'instauration, revendiquée par les syndicats, d'un contrôle positif là où les individus sont collectivement organisés : les entreprises. Les Comités d'entreprise et les conseils d'ateliers ou de service peuvent être des lieux d'un contrôle sur les choix technologiques ; d'un contrôle sans lequel l'innovation technique et sociale serait illusoire parce que décidée par en haut et à partir d'impératifs de rentabilité à court terme.

(Jean Terce, CIII, communication au Colloque du MEP « *Technologie et société* »)



de dispositions législatives un peu précises, force est d'attendre une jurisprudence qui risque d'être à la fois longue et hésitante.

Après cet inventaire — non exhaustif probablement — des limites juridiques, se pose la question des contraintes politiques.

Le courage de la CNIL ?

On ne peut pas suspecter la CNIL de manifester une complaisance coupable vis-à-vis de certains fichages. Tous les domaines sensibles ont fait l'objet de l'attention de la Commission :

- SAFARI (à l'origine de la création de la CNIL) et le numéro national d'identité
- AUDASS, GAMIN
- les fichiers de l'armée, de la police, de la gendarmerie
- le fichier des Juifs créé par le gouvernement de Vichy
- le recensement national de 1982
- les pratiques de sondage (plaintes SOFRES et IFOP)
- l'interrogation sur la notion de « fichage politique », etc.

Le champ d'action politique de la CNIL apparaît donc assez complet (toutes ces affaires ont été taitées dans les deux rapports) mais les résultats sont variables. Il apparaît nettement — leçon tirée de l'expérience — que la CNIL se montre plus incisive, lorsqu'une affaire, portée devant elle est relayée par une campagne d'opinion, par une mobilisation des usagers.

La mobilisation est efficace

C'est notamment le cas pour la carte nationale d'identité informatisée. En l'occurrence, la CNIL a fermement débattu avec le ministère de l'Intérieur, aiguillonnée par une campagne de presse. Et c'est à la suite d'un article paru dans un quotidien (bien informé par le CIII) que la CNIL a cherché à vérifier sur place que le centre informatique de ce ministère n'utilisait pas les caractères OCRB. Il semble aussi que la mobilisation de l'opinion a été déterminante — bien relayée par un dossier solide établi par la CFDT — dans le cas de GAMIN. L'avis de la CNIL semblerait même s'inspirer assez largement dans ses attendus des arguments présentés par la note de la CFDT. Ceci dit, cette contribution par delà les considérants juridiques et techniques, entendait bien se faire l'écho de l'attitude hostile exprimée par bien des travailleurs sociaux (notamment) et aux travers des luttes anti-GAMIN menées dans de nombreuses régions de France.

L'intérêt de la CNIL pour le fichier des Juifs ou les fichiers de gendarmerie semble également avoir été aiguisé par une certaine campagne de presse.

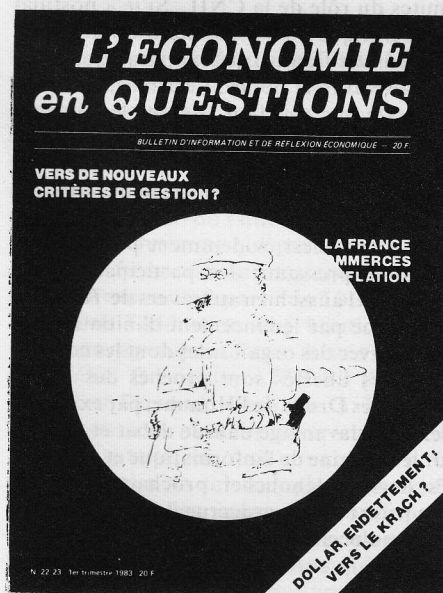
Il y a là matière à réflexion pour tous ceux qui portent un regard critique sur l'informatique.

Le droit d'accès

La CNIL en a fait publicité au moyen d'une plaquette dont le texte est annexé à son deuxième rapport. Ce texte qui m'apparaît assez abstrait peut introduire un débat sur cette notion. Le droit d'accès est resté pour le moment une démarche trop marquée d'individualisme. Pourtant il serait possible d'en faire un axe de mobilisation. Bien sûr la prudence s'impose. Il n'apparaît pas souhaitable — sous peine d'abus — de vouloir le faire exercer par des organisations au nom d'individus. N'a-t-on pas vu des employeurs conseillers à des salariés, au moment d'une embauche éventuelle, de faire jouer leurs droits d'accès pour pouvoir fournir des informations plus complètes sur leurs antécédents médicaux ou militaires.

En revanche, l'action qui consiste à demander collectivement (plusieurs personnes en même temps) l'accès individuel de chacun à son dossier a déjà été menée. Elle n'a jusqu'à présent guère donné de résultats intéressants. La CNIL a été ainsi saisie de demandes concertées concernant les fichiers militaires. Le ministère de la Défense s'est d'abord retranché derrière une réponse standard. Puis une vérification, fiche par fiche, a été faite par la CNIL. Enfin, à la suite de ces contrôles, les intéressés ont demandé des rectifications aux informations portées sur eux : chose faite selon la CNIL. L'explication du caractère quelque peu décevant de cette démarche réside essentiellement dans le fait qu'elle a été limitée dans le nombre de participants. Au contraire, des demandes massives pourraient avoir une certaine efficacité surtout si elles sont jointes à une bonne publicité sur ces actions. En prenant un autre exemple on peut affirmer qu'il

Vient
de paraître



serait intéressant que les familles exercent leurs droits d'accès aux fichiers GAMIN ou AUDASS plus fréquemment alors que jusqu'à maintenant les demandes ont été rarissimes.

C'est une action de harcèlement qui, à la longue, pourrait se révéler payante. Certes, la multiplication des demandes d'accès pourrait être coûteuse pour les demandes. Dissuasion supplémentaire semble-t-il, certaines entreprises ou institutions useraient également de procédés dilatoires (elles feignent l'ignorance de la loi, l'interlocuteur responsable auprès duquel s'exerce le droit d'accès est difficile à trouver, etc). De telles pratiques doivent être dénoncées. L'édition systématique des fichiers paraît une idée intéressante. Toutefois la CNIL estime (*Temps Réel* n° 25) que l'envoi aux personnes de toutes les informations détenues sur elles coûterait trop cher (notamment en frais postaux) aux détenteurs de fichiers. Cet argument mériterait aussi discussion.

Un contrôle par les informaticiens ?

L. Joinet (*Temps Réel* n° 4) estime que peu à peu grâce à l'évolution des matériels et des logiciels des procédés efficaces pour protéger les libertés pourront être introduits dans les systèmes informatiques eux-mêmes dès leur réception. Des verrous logiques, des mots de passe pourraient rendre le viol des fichiers sinon impossible, tout au moins trop long pour que le jeu en vaille la chandelle.

Les deux rapports

— Rapport de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. Bilan et perspectives 1978-1980.

— Commission nationale de l'informatique et des libertés. Deuxième rapport d'activité. 1^{er} octobre 1980-15 octobre 1981.

Tous deux disponibles à la Documentation française.

Ce que le CIII a écrit sur le CNIL :

Directement :

— « **A quoi peut bien servir la CNIL ?** » cf *Terminal* 19/84 n° 2/3.

— « AUDASS après l'avis de la CNIL ». *Terminal* 19/84 n° 4.

— « Quand la CNIL prend des libertés ». *Terminal* 19/84 n° 6.

Indirectement :

A propos de la carte d'identité informatisée ou lors d'autres « affaires ».

— sur la carte d'identité, voir les articles parus les n° 2/3 et 4, etc.

— sur la carte à mémoire / carte CP 8. cf n° 4 et 9.

— sur GAMIN et AUDASS. cf n° 2/3 et 10.

— sur les fichiers des gendarmes. cf n° 7.

Et bien sûr, ne pas oublier :

— le dossier « Guide du fiché » inséré dans le n° 8.

— l'article sur le droit d'accès paru dans le n° 7.

— « **Informatique now ?** », cf n° 6.

— position du CIII sur le fichier anti-terroristes, cf n° 12 et article dans le n° 11.

De même, il pense que les informaticiens sont, par leurs connaissances techniques, bien placés pour veiller au déroulement légitime des traitements qu'ils contribuent à mettre en œuvre. Par contre, l'institution d'une déontologie (certains parlent de code) chez des gens qui restent en majeure partie des salariés, dépendant à ce titre d'employeurs pour vivre, paraît à L. Joinet une idée difficile à appliquer. Enfin, sa suggestion d'accorder plus de place à la réflexion sur le respect de libertés dans l'enseignement de l'informatique n'est pas négligeable.

Il est certain que lorsque l'ignorance, la négligence, des difficultés à constituer des dossiers et non une volonté délibérée d'échapper au contrôle de la CNIL expliquent les retards (ou l'absence même) des déclarations à la Commission ; les propositions de L. Joinet peuvent avoir un effet positif. Dans les autres cas quand on se trouve en présence de fichiers par nature « douteuse » (armée, police, gendarmerie, certains fichiers privés...) leur dénonciation et leur suppression (possibilité trop chichement prévue par l'article 26 de la loi de 1978) sont les seules réponses possibles.

La gauche et la CNIL

Pour conclure, y a-t-il une alternative à la CNIL ? Les partis de gauche ne prennent pas de positions très claires sur le sujet. Le Parti socialiste paraît pencher vers la conservation de la loi de 1978 à peu près telle qu'elle est assortie d'une composition de la CNIL différente. En gros, il s'agirait de remplacer certains commissaires de droite par des commissaires de gauche... Le Parti communiste français préférerait une nouvelle loi et créer un organe d'application de cette loi sensiblement différent.

Il n'est certainement pas dans les vues du gouvernement de gauche que le contrôle des libertés puisse effaroucher en quoi que ce soit les constructeurs, les industriels de la filière électronique, les réalisateurs de systèmes et de programmes. Les idées du CIII — partagées par quelques partenaires — d'un **contrôle positif** sur l'informatique exercé de façon décentralisée par les travailleurs eux-mêmes (cf encadré) ont peu de chances d'être reprises à son compte par le gouvernement de gauche.

Encore moins avec un gouvernement de droite...

Pierre Benoit

Le premier jeudi de la rue Keller

Le 27 janvier 1983 a inauguré notre série des *Jeudis de la rue Keller* sur le thème CNIL, *Informatique et liberté, fichiers*. Le débat qui a suivi l'introduction de votre « *spécialiste en informatique et liberté* » a été fructueux et permet d'ajouter quelques considérations à l'article *Bilan de la CNIL*.

Tout d'abord une précision. Un récent numéro du *Canard enchaîné* indique que le gouvernement français vient de signer deux accords avec Interpol. Le deuxième accord qui nous concerne au premier chef prévoit,

selon ce journal, que le texte signé entre le gouvernement et Interpol prive la CNIL du pouvoir d'exercer son contrôle sur les traitements automatisés d'informations nominatives mis en œuvre par l'organisme international de police. Cet accord éclaire et corrige éventuellement ce qui est écrit dans l'article *Bilan de la CNIL* sur Interpol.

Autre précision non mentionnée dans cet article. Il semble que l'affaire des fichiers de gendarmerie de Rouen évoquée par l'article et par les rapports de la CNIL se soit conclue par un arrangement entre le pouvoir politique et la Commission et que cette affaire est ainsi réglée sans qu'on puisse considérer, qu'en l'espèce, la gendarmerie soit réellement limitée dans son pouvoir de fichage.

Par ailleurs, la discussion, outre l'échange réciproque d'informations sur le fonctionnement de la CNIL et les principales affaires en cours (fichier anti-terroriste par exemple), a permis de mettre l'accent sur quelques points particuliers.

Tout d'abord, sous l'angle juridique, il ne faut pas négliger que les fichiers constitués avant l'application de la loi de 1978 et émanant des administrations ne sont soumis qu'à la procédure de simple déclaration et non à celle de la demande d'avis qui elle, s'applique aux traitements mis en œuvre après l'entrée en vigueur de la loi. Cette précision explique peut être la manque d'informations très précises sur les fichiers sensibles (armée, police, gendarmerie...) souvent automatisés bien avant 1978.

Par ailleurs, l'accent a été mis sur le mode de fonctionnement de la CNIL, qui, aux yeux des intervenants, n'utilise pas assez son pouvoir d'investigation, de contrôle sur place des fichiers. Il a été suggéré notamment qu'une enquête sur le rôle exact des officines de fournitures de renseignements à l'embauche des salariés par les entreprises, soit menée, qu'il serait intéressant également lors d'un contrôle de police ou de gendarmerie de vérifier quels fichiers sont réellement consultés, quels renseignements collectés, quelles informations vérifiées au cours de ces opérations « contrôle d'identité ».

Une interrogation est enfin née sur les limites du rôle de la CNIL. Si le « postulat démocratique » posé par cette Commission n'est pas vérifié ainsi qu'il apparaît quand on a affaire avec la police, à l'armée, à la gendarmerie, etc... il faut trouver les moyens grâce à la CNIL, ou en dehors d'elle — que les travailleurs, citoyens, puissent contrôler « leurs, police, gendarmerie, armée ».

Le débat n'est évidemment pas clos. La demande pressante des participants pour que le CIII aussi bien au travers de *Terminal* 19/84 que par le lancement d'initiatives en liaison avec des organismes dont les conceptions des libertés sont proches des nôtres (Ligue des Droits de l'Homme, par exemple) s'engage davantage dans le débat et l'action sur le domaine de l'informatique et des libertés devrait déboucher prochainement sur une prise en charge accrue du problème par notre association. A suivre...

P.B.

Boutiques de sciences

Une boutique de sciences qu'est-ce que c'est ? Le numéro 10 de Terminal 19/84 en présentait déjà un aperçu (page 30). Comme dans les romans feuilletons une suite était annoncée. La voici. Titre de l'épisode : « Où l'on explique comment nos héros réussirent à organiser la Boutique de Sciences de Paris-Jussieu ».

Qui sont nos héros ?

Pour l'essentiel (mais pas seulement) des scientifiques de toutes tailles et de toutes couleurs : des étudiants, des chercheurs débutants, sous-chefs ou chefs, ou même retraités, des techniciens, des documentalistes, des enseignants-chercheurs ; de tous horizons : universités Paris VI, Paris VII, Paris XI, CNRS ou autre ; de chapelles variées : mathématiciens, physiciens, chimistes, biologistes, sociologiques, urbanistes...

Quel est leur but ?

Réorienter une part de l'activité scientifique en général et de la leur en particulier vers « la demande sociale » c'est-à-dire utiliser une partie de leur temps de travail et les moyens de leur laboratoire pour répondre à des demandes de connaissances scientifiques provenant d'individus ou d'associations qui en ont besoin pour améliorer leurs conditions de travail, de santé, de vie.

En ce mois de novembre 1982, après un an, où en sont-ils du travail d'organisation de prise de contacts, de recherche de soutien ?

Ils ont constitué une association en bonne et due forme du type loi de 1901 ; ils ont obtenu le soutien de l'université Paris VII, qui leur a fourni un local et promis un petit budget de fonctionnement pour 1983 ; ils ont suscité l'intérêt de la MIDIST (Mission interministérielle pour la diffusion de l'information scientifique et technique) qui participera à un montage financier permettant de payer deux permanents à partir de 1983. Ils ont créé une Fédération des boutiques de sciences regroupant Paris-Jussieu, Lyon, Marseille, Grenoble, ATES 93 (Pantin), Clermont-Ferrand, destinée à faciliter les discussions avec les différentes autorités de tutelle, la mise en commun de leurs réseaux de scientifiques respectifs et l'échange des idées. Ils continuent petit à petit d'enrichir ce réseau de scientifiques de toutes disciplines qui acceptent de répondre à des demandes.

Sur le plan des contacts avec le public qu'ont-ils déjà réalisé ?

Aussi doués que des héros de bandes dessinées, non seulement, ils ont ramé pour mettre sur pied leur officine, couru les ministères, mijoté des statuts, pali sur des fichiers, mais ils ont aussi commencé à répondre aux demandes, arrivées avant même que la Boutique ne dispose d'un local sérieux.

Quelles sont ces demandes ?

Une partie d'entre elles était déjà parvenues au Collectif risques et maladies professionnelles de Jussieu (CRMP), rejeton du Collectif amiante. Ces demandes émanent de divers syndicats et concernent des problèmes de toxicité et d'hygiène du travail. Faute de bras, les membres de ce collectif, bénévoles depuis plusieurs années, ont transmis à la Boutique un certain nombre de dossiers restés en panne. Par exemple : toxicité de l'oxyde d'éthylène, utilisé couramment dans les hôpitaux pour stériliser le matériel et dans l'industrie pour stériliser certains aliments ; pouvoir cancérigène des huiles de coupe et de trempe utilisées en particulier dans les laminoirs à chaud ; risques liés à la microsoudure à l'étain dans l'industrie électronique où plusieurs syndicats ont relevé un taux inhabituel de fausses couches chez les femmes employées sur ces postes de travail.

Parmi ces dossiers travaillés, certains ont été classés de façon très satisfaisante, c'est par exemple le cas du TNF (trinitro 2,4,7 fluorénone) réputé cancérigène et utilisé dans certains photocopieurs et imprimantes IBM et qui maintenant n'est plus employé.

Certains dossiers seront pris en charge par des groupes d'étudiants dans le cadre de leur maîtrise. Ils devront rassembler la documentation disponible, l'analyser et en dégager les conclusions dans une forme compréhensible pour le demandeur. Le travail d'encadrement est assuré par des enseignants ou des membres de la Boutique ou du CRMP.

D'autres demandes sont parvenues directement à la Boutique depuis un an.

Elles sont plus variées ; citons par exemple :

- une demande d'analyse bactériologique et toxicologique des eaux rejetées par une station d'épuration qui empuantit les habitants d'une petite ville de la banlieue sud de Paris. La demande émane d'une association de protection de l'environnement ;

- une demande de l'association de défense de habitants de l'îlot Chalôn, quartier promis à la démolition pour agrandir la gare de Lyon. L'étude du dossier de rénovation et de relogement des habitants a été pris en charge par un groupe d'étudiants et d'enseignants en architecture ;

- demande de conseil génétique d'une famille ayant un enfant malformé.

Tous ces dossiers sont en cours d'étude. Parfois le rôle de la Boutique consiste à orienter le demandeur vers les bonnes adresses, parfois les bonnes adresses sont parmi les membres de la Boutique ou du réseau de scientifiques et il ne reste plus qu'à se mettre au travail ! En principe les recherches effectuées sont gratuites pour le demandeur, qu'elles soient bibliographiques ou expérimentales quand le cas se présentera. En effet la Boutique n'est pas un bureau d'étude, elle cherche à répondre en priorité aux demandes non-solvables émanant d'individus ou d'associations qui n'ont pas les moyens de passer un contrat de recherche normal avec un organisme de recherche. Nous avons obtenu l'assurance par les ministères concernés que les personnes de recherche (techniciens, documentalistes, ingénieurs, chercheurs et enseignants-chercheurs) pourront participer à l'activité de la Boutique de sciences et que leur travail sera considéré et évalué comme une activité ordinaire de recherche.

La Boutique de sciences de Paris-Jussieu semble donc bien partie. Elle a pignon sur rue et les clients arrivent petit à petit. Au cours d'un épisode ultérieur nous pourrions vous narrer la suite des aventures des boutiquiers de Paris-Jussieu et dresser un bilan de leur activité ou bien donner la parole à une des boutiques de province car elles ont des projets suffisamment différents pour qu'il soit intéressant d'en rendre compte.

En attendant, si vous désirez participer à l'activité d'une Boutique de science ou bien si vous avez une demande, de connaissances scientifiques utilisables, à formuler n'hésitez pas à écrire à : **Boutique de Sciences de Paris-Jussieu, 2 place Jussieu, 75251 Paris cedex 05.**

Si vous habitez la région parisienne : **Fédération des Boutiques de Sciences, 40 avenue de Royat, 63 Chamalières** qui transmettra si vous habitez en province.

Jussieu
Novembre 1982

NDLR : Eventuellement en informatique et en microinformatique en particulier, certaines demandes concernant ces domaines.